



Le FMI alerte sur l'emballement de la dette chinoise

CONJONCTURE

Par Richard Hiault

Si le monde croule sous les dettes, il le doit en grande partie à l'envol de l'endettement de la Chine, selon l'analyse du FMI. Dans les autres pays, les dettes progressent aussi.

Le monde regorge de dettes. Et dans ce paysage, la tendance observée en Chine suscite l'inquiétude du Fonds monétaire international (FMI). Dans un blog publié mercredi, Vitor Gaspar, responsable du département des affaires budgétaires du Fonds, souligne que « la Chine a joué un rôle central dans l'augmentation de la dette mondiale au cours des dernières décennies, les emprunts ayant dépassé la croissance économique ».

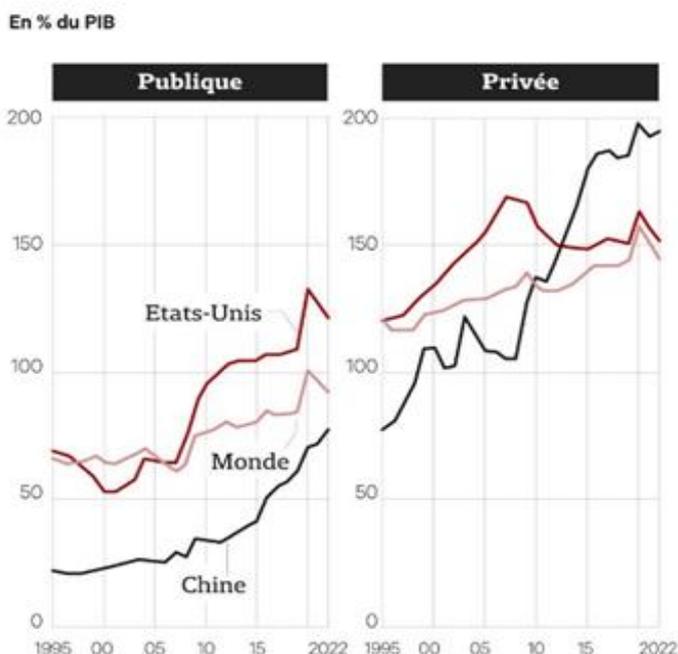
La dette de la Chine a en effet augmenté de plus de 7 points pour atteindre 272 % du PIB en 2022. La dette publique a continué de progresser pour s'élever à 77 % du PIB. Côté dettes privées, la tendance est similaire puisqu'elles frôlaient les 200 % du PIB l'an passé (195 %). Dans l'ensemble, la dette de 2022 a augmenté de 25 points par rapport à son niveau d'avant la pandémie.

Accentuation depuis 2009

L'endettement chinois s'est nettement accentué à partir de 2009, en particulier celui des sociétés non financières, alerte l'institution de Bretton Woods dans son dernier rapport d'observation des dettes internationales.

Rapportée au PIB, la dette chinoise est à peu près au même niveau que celle des Etats-Unis. Toutefois, en valeur, elle ne s'élève qu'à 47.500 milliards de dollars, soit un niveau bien inférieur à celui des Etats-Unis (près de 70.000 milliards de dollars). Du côté de la dette des entreprises non financières, la Chine est en tête du classement des pays avec une part estimée à 28 % du total mondial.

Evolution de la dette mondiale



SOURCE : FMI



Le secteur immobilier chinois, comme ici à Pékin, compte pour une large part de l'endettement croissant du pays depuis plusieurs années. (Wang Zhao/AFP)

Pékin paye le prix de son modèle de croissance où le secteur immobilier, aujourd'hui en grande difficulté, a constitué la variable d'ajustement au prix d'une envolée de l'endettement. « Par le passé, le gouvernement chinois a eu recours à des plans de dépenses budgétaires - investissement en infrastructure notamment - pour relancer la croissance lorsqu'elle faiblissait. Cela a notamment été le cas à la suite de la crise de 2008. Cependant, ces plans fonctionneraient moins aujourd'hui, dans un contexte marqué par un excès de construction et une hausse de l'endettement », analyse Sylvain Bersinger, chef économiste chez Asterès.

235.000 milliards de dollars

Le montant total de la dette mondiale fin 2022



Pour le FMI, « une croissance potentielle plus faible [en Chine] risque d'aggraver la dynamique de la dette dans l'économie, dans la mesure où le désendettement induit par une croissance élevée devient moins probable, ce qui rend les arbitrages politiques difficiles ».

Le reste du monde inquiète également

Si la Chine inquiète, le reste du monde n'est pas épargné. Certes, le fardeau de l'endettement mondial a reculé grâce au rebond de l'activité économique. Mais le niveau reste supérieur à ce qu'il était avant la pandémie du Covid-19. La dette mondiale s'élevait, l'an passé, à 235.000 milliards de dollars (238 % du PIB) en hausse de 200 milliards de dollars par rapport à 2021.

« **Malgré le rebond de la croissance économique à partir de 2020 et une inflation bien plus élevée que prévu, la dette publique est restée obstinément élevée** », souligne Vitor Gaspar. Les déficits budgétaires maintiennent un haut niveau de dette publique alors que de nombreux gouvernements dépensent davantage pour stimuler la croissance et amoindrir le choc de la flambée des prix des produits alimentaires et de l'énergie.

« Avec la forte hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation en 2022, les pays ont rapidement réagi [...] en adoptant des mesures de soutien budgétaire temporaires - notamment en réduisant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits d'accise - et en ajustant les tranches d'imposition, les abattements et les crédits d'impôt dans le cadre de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale », confirmait mercredi l'OCDE, dans son rapport annuel sur les politiques budgétaires . Il reste que les montagnes de dettes constituent un frein aux dépenses d'investissement nécessaires, en particulier pour le financement de la transition écologique liée au changement climatique. ■